



## Raid américain contre la Syrie

Par [Alain Gresh](#)

Mondialisation.ca, 04 novembre 2008

[Les Blogs du Diplo](#) 4 novembre 2008

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Le 3 novembre 2008

Dans l'après-midi du dimanche 26 octobre, les hélicoptères des forces armées américaines ont lancé une attaque à l'intérieur de la Syrie. Selon la télévision syrienne, quatre hélicoptères ont violé l'espace aérien dans la région d'Al-Boukamal, à la frontière irakienne. Ils ont visé une maison en construction — située à 8 kilomètres à l'intérieur du territoire syrien — et provoqué, selon les autorités, la mort de huit citoyens, dont le gardien, sa femme et leurs trois enfants. Les hélicoptères sont ensuite retournés en Irak. Dans cette zone désertique se trouve un point de passage frontalier officiel entre l'Irak et la Syrie ouvert il y a un an.

Une source officielle syrienne a déclaré que « *la Syrie dénonçait et condamnait cet acte d'agression, tenait les forces américaines pour responsables de cette agression et de ses repercussions et appelait le gouvernement irakien à assumer ses responsabilités et à commencer immédiatement une enquête sur cette dangereuse violation et empêcher l'usage du territoire irakien pour des agressions contre la Syrie* ».

« *Le vice-ministre syrien des affaires étrangères a convoqué le chargé d'affaires américain et lui a transmis les protestations de la Syrie au sujet de cette dangereuse agression, et affirmé qu'il tenait l'administration américaine comme pleinement responsable. Le chargé d'affaires irakien a aussi été convoqué dans le même but.* »

Mardi 28, la Syrie a déposé une plainte auprès du Conseil de sécurité des Nations unies et l'a appelé à prendre ses responsabilités. Le gouvernement a aussi annoncé la fermeture du centre culturel américain à Damas ainsi que d'une école. Des manifestations de protestation contre le raid ont eu lieu le jeudi 30 octobre dans la capitale syrienne.

La position irakienne a été hésitante. Dans un premier temps, certains responsables ont paru approuver le raid, mais, selon un article du journal libanais *The Daily Star* (30 octobre) [1], le porte-parole du gouvernement de Bagdad a affirmé que son pays ne permettrait pas l'utilisation de son territoire pour lancer des attaques contre des pays frontaliers, une telle utilisation étant contraire à la constitution. D'autre part, le parlement irakien a aussi déploré l'opération, au moment même où les relations entre la Syrie et l'Irak se renforcent, avec l'installation pour la première fois depuis 26 ans d'un ambassadeur irakien à Damas. Ces positions s'inscrivent dans [un débat très vif en Irak](#) sur la ratification de l'accord américano-irakien qui devrait fixer le statut des forces américaines après le 31 décembre 2008.

Selon le quotidien *The Daily Star* du 3 novembre, les ministres des affaires étrangères des deux pays se seraient parlé au téléphone et chercheraient à réduire les tensions [2].

Un point de vue israélien : « *Un avertissement avait été lancé par les Etats-Unis. A une conférence de presse la semaine dernière, un commandant américain important dans la région occidentale de l'Irak avait prévenu que la situation empirait à la frontière syrienne, au moment même où la Jordanie et l'Arabie saoudite répondaient aux demandes américaines et fermaient leurs frontières. Le modus operandi rappelle la stratégie israélienne des "assassinats ciblés" : une combinaison effective de renseignement et d'opération, avec l'usage de frappes aériennes accompagnées de commandos qui doivent confirmer le succès de l'opération.* » [3] (...)

Le journaliste rappelle ensuite différentes actions menées contre la Syrie.

« *Israël a précédé les Etats-Unis avec l'attaque contre un site nucléaire en septembre 2007, sans parler de différents incidents mystérieux sur le sol syrien, de l'assassinat d'Imad Moughniye en février dernier à celui du général Mohammed Souleyman il y a environ deux mois.* (...) »

*Le dénominateur commun de toutes ces opérations est que personne ne prend désormais au sérieux la Syrie, puisque l'on viole régulièrement sa souveraineté. Il est probable que la situation intérieure n'ait jamais été aussi instable.*

Cette instabilité accroît la situation déjà tendue entre Israël et le Liban. Le chef du renseignement militaire de l'armée, Amos Yadin, a déclaré dimanche que le trafic d'armes clandestin de la Syrie au Hezbollah continue. Le ministre de la défense, Ehoud Barak, a averti qu'Israël est prêt à attaquer les convois d'armes, notamment à cause des efforts du Hezbollah pour s'équiper en missiles anti-aériens. »

Sur son site « [Syria Comment](#) », Joshua Landis livre une analyse à chaud le 26 octobre :

« *L'administration Bush semble mener des actions d'escalade durant ses derniers jours au pouvoir. Le raid contre la Syrie (...) semble s'inscrire dans un nouveau schéma d'attaques contre des pays qui ne sont pas officiellement en guerre, comme dans le cas du nord-ouest du Pakistan.* »

A la fin de l'année 2007, le général David Petraeus qui commandait les troupes de la coalition en Irak, avait salué la coopération de la Syrie pour diminuer la violence en Irak : "la Syrie a pris des mesures pour diminuer le flux de combattants étrangers à travers sa frontière" (Voice of America, 6 décembre 2007). »

Dans un [envoi du 2 novembre](#), Joshua Landis revient sur les informations qui circulent, relayées notamment par Israël, selon lesquelles ce raid aurait été... coordonné par Washington et Damas. Il ne trouve pas cette information crédible et explique pourquoi.

Il est donc bien difficile d'expliquer les raisons de ce raid américain, mais cette action totalement contraire au droit international, doit nous rappeler que, quel que soit le candidat élu le 4 novembre, l'administration Bush reste au pouvoir jusqu'au 20 janvier...

Sur un tout autre front, celui des droits de la personne, le quotidien syrien [Al-Watan](#) annonce le 3 novembre que, selon un avocat de l'opposition, les opposants [Michel Kilo](#) et [Mahmoud Issa](#) devraient être libérés dans les quarante-huit heures. Nous avons évoqué ici,

à plusieurs reprises le cas de Michel Kilo, y compris dans [l'entretien avec le président Bachar Al-Assad](#). Cette bonne nouvelle, si elle était confirmée, arriverait en même temps que la condamnation à plus de 2 ans de prison d'une dizaine d'intellectuels et de membres de l'opposition (le 29 octobre — lire la déclaration de Human Rights Watch, « [Syria : Harsh Sentences for Democratic Opposition](#) », 30 octobre)

## Notes

[1] « [Questions swirl over American stonewalling about Syria raid](#) »

[2] « [Damascus, Baghdad in talks to ease tensions over deadly American raid](#) »

[3] « [U.S. takes page from Israel's book in Syria strike](#) », par Amos Harel, *Haaretz*, 27 octobre.

La source originale de cet article est [Les Blogs du Diplo](#)

Copyright © [Alain Gresh](#), [Les Blogs du Diplo](#), 2008

---

Articles Par : [Alain Gresh](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)